



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

ARRÊTÉ DU 20 SEPTEMBRE 2022
prescrivant l'ouverture d'une participation du public par voie électronique
sur la demande d'autorisation environnementale
présentée par la société **MéGO!**
en vue de la régularisation administrative
de son installation de traitement de mégots de cigarettes
implantée 1 rue Gustave Eiffel, ZA de Breignou Coz, à **BOURG-BLANC**

LE PREFET DU FINISTERE
Officier de la Légion d'Honneur

- VU** le code de l'environnement, notamment les articles L.123-19, R.123-46-1, L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants ;
- VU** l'annexe à l'article R 511-9 du code de l'environnement susvisé constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la rubrique 2790 ;
- VU** la preuve de dépôt préfectorale n° 20170526-28/17D de la déclaration de la société MéGO! du 26 avril 2017 relative à l'exploitation d'une installation de traitement de mégots de cigarettes 1 rue Gustave Eiffel, ZA de Breignou Coz, à BOURG-BLANC et l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2019 lui imposant des prescriptions spéciales dans le cadre de l'exploitation de cette installation ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 31 décembre 2021, le premier portant mise en demeure de la société MéGO! de régulariser la situation administrative de son installation de traitement de mégots de cigarettes implanté 1 rue Gustave Eiffel, ZA de Breignou Coz, à BOURG-BLANC, le second lui imposant des mesures conservatoires dans l'attente de cette régularisation ;
- VU** l'arrêté du préfet de la région Bretagne du 21 janvier 2022 dispensant la demande d'autorisation environnementale en régularisation de la société MéGO! concernant son installation de traitement de mégots de cigarettes exploitée 1 rue Gustave Eiffel, ZA de Breignou Coz, à BOURG-BLANC de la production d'une étude d'impact ;
- VU** la demande d'autorisation environnementale présentée le 10 mars 2022 par la société MéGO! en vue de la régularisation administrative de son installation de traitement de mégots de cigarettes exploitée 1 rue Gustave Eiffel, ZA de Breignou Coz, à BOURG-BLANC ;
- VU** le rapport du 09 septembre 2022 de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), concluant la phase d'examen préalable de la demande susvisée ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.181-10 du code de l'environnement, le projet, qui n'est pas soumis à évaluation environnementale, doit faire l'objet d'une participation du public par voie électronique conformément aux dispositions de l'article L.123-19 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – CONTENU ET CALENDRIER

La demande d'autorisation environnementale présentée par la société MÉGO!, dont le siège social est situé 1 rue Gustave Eiffel, ZA de Breignou Coz, à BOURG-BLANC, en vue de la régularisation administrative de son installation de traitement de mégots de cigarettes exploitée à la même adresse sera soumise à une participation du public par voie électronique (PPVE) pendant une durée de trente jours du mercredi 12 octobre 2022 au jeudi 10 novembre 2022 inclus.

Le dossier contiendra notamment les pièces suivantes :

- la demande d'autorisation environnementale du porteur de projet comportant en particulier les coordonnées du maître d'ouvrage, une étude d'incidence environnementale, une étude de dangers, des annexes et des plans ;
- le présent arrêté d'ouverture de la PPVE
- l'arrêté de l'autorité environnementale dispensant le projet précité de la production d'une étude d'impact.

Des informations peuvent être demandées auprès de la société MÉGO! par courrier postal à l'adresse suivante : Société MÉGO! – 1 rue Gustave Eiffel – ZA de Breignou Coz - 29860 BOURG-BLANC ou par voie électronique à l'adresse suivante : service.qualite@me-go.fr

ARTICLE 2 - PUBLICITÉ

Internet

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de la participation du public par voie électronique sera consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère à l'adresse suivante :

<https://www.finistere.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Participation-du-public-par-voie-electronique-PPVE>

au plus tard quinze jours suivant la date d'achèvement de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale susmentionnée, soit le 24 septembre 2022, et jusqu'à la fin de la participation.

Affichage

Le rayon d'affichage de l'avis au public prévu par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est de 2 kilomètres et comprend les communes de BOURG-BLANC, GOUESNOU, MILIZAC-GUIPRONVEL et PLABENNEC, concernées par les risques et inconvénients dont le projet pourra être la source.

Dans chacune de ces communes, l'avis au public sera affiché à la mairie quinze jours au moins avant l'ouverture de la participation et restera visible jusqu'à la fin de celle-ci. Les maires concernés adresseront au préfet du Finistère un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité.

Cet avis sera également affiché dans les mêmes conditions de délai et de durée à la préfecture du Finistère rue Sainte Catherine à QUIMPER et à la sous-préfecture de BREST 3 rue Parmentier à BREST.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le pétitionnaire procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Cet affichage, prévu au 4° du I de l'article R.123-46-1 du code de l'environnement, devra être visible et lisible de la voie publique et être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 09 septembre 2021.

Presse

Le même avis au public sera publié par le préfet du Finistère, aux frais du pétitionnaire, quinze jours au moins avant le début de la participation dans deux journaux locaux (éditions du Finistère).

ARTICLE 3 - MODALITÉS DE CONSULTATION DU DOSSIER

Pendant toute la durée de la participation, le dossier mentionné à l'article 1er du présent arrêté sera mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Finistère à l'adresse indiquée en son article 2.

Sur demande, ce dossier pourra être mis en consultation sur support papier. La demande devra être formulée, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de participation, auprès du bureau des installations classées et des enquêtes publiques de la préfecture du Finistère par courriel à l'adresse suivante :

pref-installations-classees@finistere.gouv.fr

qui contactera le demandeur pour convenir d'un rendez-vous.

Le dossier sera mis à disposition du demandeur à la sous-préfecture de BREST au jour et heure qui lui seront indiqués au moment de sa demande.

Cette mise à disposition interviendra au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de la demande.

ARTICLE 4 - OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le public pourra formuler ses observations et propositions pendant la durée de la participation par voie électronique à l'adresse suivante :

pref-consultation@finistere.gouv.fr

Ces observations et propositions seront consultables pendant la durée de la participation à l'adresse internet indiquée à l'article 2 du présent arrêté.

Les observations et propositions qui ne seront pas transmises par voie électronique ou qui seront formulées après le dernier jour de la participation ne seront pas prises en considération.

ARTICLE 5 - CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes de BOURG-BLANC, GOUESNOU, MILIZAC-GUIPRONVEL et PLABENNEC seront appelés à donner leur avis au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de la participation.

ARTICLE 6 – SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS ET DÉCISION

La décision ne pourra être prise avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public et la rédaction d'une synthèse de ces observations et propositions.

Sauf en cas d'absence d'observations et de propositions, ce délai ne pourra être inférieur à quatre jours à compter de la date de la clôture de la participation.

La synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision, seront mis à disposition sur le site internet dont l'adresse figure à l'article 2 du présent arrêté au plus tard à la date de la notification de la décision et pendant une durée minimale de trois mois.

ARTICLE 7 - AUTORITÉ DÉCISIONNAIRE

Le préfet du Finistère est l'autorité compétente pour autoriser l'exploitation en régularisation de l'installation de traitement de mégots de cigarettes implantée 1 rue Gustave Eiffel, ZA de Breignou Coz, à BOURG-BLANC par la société MÉGO!.

ARTICLE 8 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le sous-préfet de BREST, les maires des communes de BOURG-BLANC, GOUESNOU, MILIZAC-GUIPRONVEL, PLABENNEC et la société MÉGO! sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le **20 SEP. 2022**

Pour le préfet,
le secrétaire général



Christophe MARX

Destinataires :

- M. le sous-préfet de BREST
- Mme la maire de PLABENNEC
- MM. les maires de BOURG-BLANC, GOUESNOU et MILIZAC-GUIPRONVEL
- M. l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées - DREAL, UD29
- M. le gérant de la société MÉGO!